

# Le CESE a rendu son "rapport annuel sur l'état de la France en 2012"

SÉANCES PUBLIQUES

PUBLIÉE LE 11/12/2012

Saisine liée : [RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE EN 2012](#)

Séance plénière du 12 décembre 2012

Avis présenté par [M. Roger MONGEREAU](#) au nom de la [section de l'économie et des finances](#) présidée par [M. Hugues MARTIN](#)

## **Une situation économique et sociale difficile**

L'activité économique est actuellement en stagnation en France, dans une zone euro en récession. Au-delà des alternances politiques, le redressement des finances publiques françaises constitue actuellement une priorité des politiques menées au niveau national dans le cadre défini pour l'ensemble de la zone euro. Ces ajustements, indispensables aussi dans d'autres pays de la zone euro, auront cependant, par leur simultanéité, un effet négatif sur la croissance de l'ensemble de la zone.

La part de marché de la France dans les échanges mondiaux en volume, en particulier avec les pays industrialisés, n'a cessé de reculer depuis plus de 10 ans et la dégradation affecte toutes les composantes de la balance des transactions courantes. Sur ce problème de la compétitivité, le CESE a publié un avis en octobre 2011.

L'emploi est un problème crucial et récurrent. L'avis étudie la situation française à cet égard sur longue période et par rapport à d'autres pays industriels et met l'accent en particulier sur l'emploi des jeunes et sur celui des seniors.

L'Europe, cadre des politiques financières, a été examinée du point de vue des divergences entre les États membres, qui expliquent largement la crise des dettes souveraines et pourraient, si elles persistaient, mettre en péril le fonctionnement de l'Union monétaire. La question du budget de l'Union européenne est également évoquée.

Un point spécifique traite des questions énergétiques. Grâce à sa production nucléaire et aux énergies renouvelables et malgré sa forte dépendance en énergies fossiles, le prix de l'électricité en France est l'un des plus bas de l'Union européenne, facteur de compétitivité et de pouvoir d'achat. Pour autant, il est nécessaire de progresser dans la maîtrise de la demande d'énergie.

## **Un état moral contrasté**

La France souffre de la dégradation des rapports humains. L'ambiance de compétition permanente, présente dès le plus jeune âge, modifie les comportements. Le chômage est un fléau qui accroît l'angoisse collective et laisse certains durablement à l'écart de la société.

Les relations humaines sont devenues plus tendues et plus précaires, jugées principalement à l'aune de l'intérêt personnel. Plusieurs caractéristiques sociétales et culturelles françaises sont étudiées, qui peuvent expliquer le climat de défiance actuel. Enfin, l'avis indique qu'il existe une forme de déni des réalités économiques.

A moyen terme, l'accent est mis sur la nécessité de faire porter l'analyse, « au-delà du PIB ». Le CESE a déjà largement contribué à l'élaboration d'un tableau de bord du développement durable constitué d'une vingtaine d'indicateurs phares économiques, sociaux et environnementaux sur lesquels repose l'analyse de cet avis. Dans cet esprit, il soutient la démarche des organisations qui s'interrogent sur la notion de bien-être ; ainsi, l'étude de l'OCDE, qui conclut à une position médiane de la France par comparaison avec celle d'autres pays développés, pour la plupart des critères.

## **De l'importance du fait régional**

Il y a en France de grandes disparités régionales. Il n'est pas sans intérêt, pour porter un autre regard sur la vie de nos concitoyens, d'examiner les différences à travers des exemples et surtout leurs implications pour les choix de politiques économiques.

*Résultat du vote : 99 pour, 6 contre, 66 abstentions*

*Le texte de cet avis sera bientôt en ligne dans la rubrique "Travaux publiés"*

**Etat de la france en 2012** from **Conseil Economique Social et Environnemental**